

# **Intervention du secrétaire adjoint américain au Trésor, Neal S. Wolin, devant l'Assemblée nationale togolaise**

**Le 9 mai 2012, Lomé**

C'est un plaisir d'être avec vous ici à Lomé, et un honneur de prendre la parole devant l'Assemblée nationale togolaise.

D'abord permettez-moi de féliciter le Togo pour le siège obtenu au Conseil de Sécurité de l'ONU. Les États-Unis souhaitent continuer à travailler ensemble pour relever les défis internationaux d'intérêt commun.

Je tiens également à rendre hommage à Robert Whitehead, notre nouvel ambassadeur au Togo, dont la carrière remarquable a été consacrée à l'amélioration de relations américano-africaines. Il sera une force solide et efficace au service du renforcement des relations entre les États-Unis et Togo.

Je me suis rendu en Afrique subsaharienne de nombreuses fois. Cette semaine je visite le Togo, la Côte d'Ivoire et le Libéria, pour voir de près les progrès que le Togo et deux de vos voisins font, et pour approfondir le partenariat des États-Unis en Afrique de l'Ouest.

Lors de mon dernier voyage en Afrique, j'ai visité le Rwanda, la Tanzanie et l'Afrique du Sud vers la fin de l'année 2009. A ce moment, le continent, ensemble avec le reste du monde, commençait tout juste à émerger des effets de la récession mondiale.

Quand la récession a atteint son point culminant, la croissance globale en Afrique sub-saharienne avait baissé, passant de 7% en 2007 à moins de 3% en 2008. Les pays à revenu intermédiaire et avec des systèmes financiers plus intégrés au reste du monde comme l'Afrique du Sud, sont entrés en récession. Dans beaucoup de pays à faible revenu et moins exposés au système financier mondial, la chute soudaine des prix des matières premières, des transferts d'argent, et des entrées de capitaux menaçait de saper des années d'expansion économique soutenue.

Cependant, des actions rapides ont réduit l'effet de la crise financière ici sur le continent africain. Un certain nombre de pays sub-sahariens ont mis en œuvre des politiques budgétaires et monétaires réactives pour contrer les vents contraires soudains auxquels leurs économies étaient confrontées. Et les États-Unis et d'autres, ensemble avec les institutions financières internationales, ont offert un soutien vigoureux pour contribuer à éteindre l'impact de la crise et empêcher la croissance sur le continent de dérailler. Ensemble, la Banque

Mondiale et la Banque Africaine de Développement ont renforcé leur soutien à l'Afrique subsaharienne pendant la crise en passant de 17,5 milliards de dollars en 2006-2007 à 29 milliards de dollars en 2008-2009 et les actionnaires ont, depuis lors approuvé des augmentations de financement pour maintenir des niveaux élevés de soutien dans l'avenir.

Aujourd'hui, les économies de nombreux pays d'Afrique subsaharienne sont prêtes pour une croissance économique durable. Pas toutes, bien sûr—les circonstances économiques des pays de l'Afrique sub-saharienne varient largement. En moyenne, les pays à faible revenu en Afrique affichent des taux de croissance plus forts, avec une perspective de croissance moyenne pouvant atteindre 6% cette année. De manière générale, les gains des dernières années ont été importants, avec des taux de pauvreté en baisse dans plusieurs des pays les plus dynamiques du continent. Selon de nouvelles données de la Banque Mondiale, le nombre total de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en Afrique sub-saharienne a baissé au cours des dernières années pour la première fois.

Ici au Togo, l'économie s'est renforcée considérablement au cours des sept dernières années. La croissance annuelle est passée de 1,2% en 2005, à 4,5% en 2011. Le total de la dette publique avait dépassé 100% du PIB en 2005, mais est maintenant tombé à environ 30%, et les déficits budgétaires du Togo sont dans une fourchette gérable.

Le crédit au secteur privé est en pleine expansion, augmentant de 10% en 2010 pour doubler à presque 18%, en 2011. Et depuis 2009, l'inflation a été stable, et devrait rester faible, sous la barre de 2,5%, jusqu'en 2013.

Pourtant la croissance au Togo reste à la traîne en comparaison à ses homologues. Le FMI prévoit une croissance de 4,5% pour le Togo, cette année—plus de 2 points en dessous du taux moyen de croissance des autres pays à faible revenu dans la région. Les exportations stagnent et sont relativement faibles par rapport au PIB. Et près de six Togolais sur dix vivent dans la pauvreté.

Un certain nombre de défis majeurs empêchent l'économie togolaise d'atteindre son plein potentiel—en particulier en matière d'infrastructures, de productivité agricole, et de climat des affaires. Beaucoup de pays voisins du Togo d'Afrique sub-saharienne font face à ces mêmes obstacles à la croissance.

Aujourd'hui, je veux parler des rôles importants que les infrastructures, l'agriculture, et le climat des affaires jouent dans le développement économique. Je tiens à réaffirmer tout autant notre engagement à travailler avec vous et d'autres pays d'Afrique sub-saharienne, au niveau bilatéral et par le biais de canaux multilatéraux, pour atteindre une croissance économique durable.

L'insuffisance des infrastructures est l'un des plus grands obstacles à une croissance plus forte au Togo. Cela est également vrai de l'Afrique sub-

saharienne, de façon plus générale.

Au Togo, de meilleures infrastructures libéreraient la croissance et feraient avancer la productivité sur votre territoire. Une amélioration des routes pour aider les gens et les marchandises à circuler plus rapidement d'un endroit à l'autre, des systèmes d'irrigation pour aider à assurer des récoltes plus importantes, de l'électricité plus accessible pour alimenter les maisons et les entreprises, un accès plus large aux technologies de l'information—les investissements dans tous ces domaines sont un élément essentiel de la fondation pour la croissance du Togo.

Et l'amélioration des infrastructures reliant le Togo à ses voisins pourrait avoir un effet multiplicateur sur la croissance. Au niveau régional, la coordination des projets d'infrastructures de transit aiderait les entreprises locales à atteindre de nouveaux marchés dans d'autres pays ouest-africains. Et les améliorations des infrastructures de l'énergie en Afrique occidentale, comme les pipelines et les lignes de transmission entre pays, pourraient renforcer l'accès à l'électricité et améliorer l'efficacité et la fiabilité des marchés de l'énergie.

Ici au Togo, la nouvelle centrale électrique de 100 mégawatts de Contour Global est un excellent exemple des avantages nationaux et régionaux d'un investissement majeur en matière d'infrastructures essentielles.

Demain, je visiterai la centrale électrique de Contour Global, qui est le plus important investissement jamais réalisé en matière d'électricité au Togo. Construite grâce à un partenariat public-privé, avec l'aide des États-Unis et de la Banque Mondiale pour le financement, cette centrale a doublé la capacité du Togo à produire sa propre électricité et a amélioré de façon spectaculaire l'accès des citoyens togolais à l'électricité.

Incontestablement, c'est une chose favorable à l'économie togolaise. Un accès abordable et fiable à l'électricité est un fondement essentiel de croissance économique soutenue, et la nouvelle centrale électrique représente une avancée majeure.

Puisque cette centrale a la capacité de fournir de l'électricité aux pays voisins du Togo, l'amélioration des infrastructures transfrontalières de l'énergie et l'expansion des réseaux de transmission entre le Togo et d'autres pays de la région offrirait au Togo un retour sur investissement encore plus important.

Demain, je vais aussi visiter le Port de Lomé. Ce port est l'un des principaux atouts économiques du Togo : il représente 90% de l'ensemble du commerce extérieur du Togo, et au moins 50% des revenus du gouvernement. Bientôt, le nouveau terminal à conteneurs du port d'une valeur de 450 millions de dollars, financé grâce à l'aide de la Banque africaine de développement et de la Société financière internationale, quadruplera la capacité actuelle du port et en fera le seul port d'Afrique de l'Ouest permettant l'accostage et le déchargement de grands porte-conteneurs.

Pourtant, le Togo et ses voisins ne seront pas en mesure de profiter pleinement des avantages de cette installation ultramoderne, si des investissements importants ne sont pas faits de manière fiable pour le transport de marchandises vers et à partir de la côte. Le mauvais état des routes reliant le Togo à ses voisins enclavés—comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso—limite le potentiel de Lomé à devenir un centre commercial régional.

Plus largement, l'insuffisance des infrastructures de transport est l'un des principaux obstacles qui empêchent l'Afrique de l'Ouest de tirer pleinement parti des débouchés commerciaux régionaux. Le résultat est que, aujourd'hui, les pays ouest africains ont davantage d'échanges commerciaux avec le reste du monde qu'avec leurs propres voisins.

Le fait de concentrer les investissements en matière d'infrastructures du Togo sur les nouvelles routes aidera le Togo à tirer le meilleur parti des possibilités de développement du commerce régional.

Le secteur de l'agriculture du Togo peut aussi bénéficier grandement de l'amélioration des routes.

Les deux tiers des familles togolaises vivent de l'agriculture, mais les routes en mauvais état rendent souvent le transport des produits agricoles extrêmement difficile. Et tant que les agriculteurs togolais ne peuvent pas faire parvenir facilement leurs produits au marché, le secteur agricole ne peut pas se développer.

Les petits agriculteurs du Togo et d'Afrique de l'Ouest font face à d'autres problèmes comme l'accès restreint aux semences de qualité et aux engrais, le peu ou l'absence d'accès au crédit ou à l'assurance, et l'insuffisance des infrastructures d'irrigation.

Le fait de répondre à cet ensemble de défis améliorera la productivité dans le secteur agricole—et cela aidera également le Togo et ses voisins à réaliser la sécurité alimentaire durable et la réduction de la pauvreté.

En 2009, les États-Unis ont pris les devants dans l'établissement du Programme Mondial d'Agriculture et de Sécurité Alimentaire (PMASA), un nouveau Fonds en fidéicommiss alimenté par de nombreux bailleurs et géré par la Banque Mondiale permettant d'assister les pays d'Afrique et d'ailleurs dans le monde à faire de grands investissements en vue d'accroître la productivité des agriculteurs.

Les investissements du fonds en fidéicommiss du PMASA se concentrent sur des domaines tels que l'approvisionnement en semences, la formation en horticulture ou l'équipement agricole—des choses qui aident les pays à créer leur propre capacité de construction d'un secteur agricole durable. Le fonds en fidéicommiss donne la priorité au fait pour les pays de s'approprier la chose en soutenant la mise en œuvre des stratégies de développement agricole propres à eux.

Ici au Togo, le fonds en fidéicommiss du PMASA appuie le tout premier plan

quinquennal de développement agricole. Grâce à un processus compétitif, le Togo a obtenu près de 40 millions de dollars de ce fonds d'affectation spéciale pour la mise en œuvre de son plan.

Avec le soutien du fonds en fidéicomis, le plan du Togo fait face aux principaux obstacles à la croissance dans le secteur agricole. L'objectif est d'améliorer l'accès des agriculteurs au marché, d'assurer la formation des producteurs tout en leur fournissant des intrants de meilleure qualité, et d'aider à réduire les pertes après les récoltes, entre autres.

L'année dernière, en tant que l'un de ses premiers investissements, le fonds en fidéicomis a fourni à plus de 19.000 agriculteurs au Togo des kits de démarrage avec des intrants agricoles de base tels que les semences et les engrais. Hier, dans la Région Maritime, j'ai parlé avec quelques-uns des agriculteurs qui avaient vu leurs rendements augmenter grâce à ces kits.

Le fonds en fidéicomis du PMASA est également à l'œuvre ailleurs en Afrique occidentale et dans le monde en développement.

Au Libéria, où je serai demain, le gouvernement a l'intention d'utiliser les investissements du fonds en fidéicomis pour régler des problèmes fonciers, améliorer le réseau routier du pays en milieu rural, et accroître l'accès des petits agriculteurs et des professionnels de l'agrobusiness au crédit.

Et en Sierra Leone, le fonds en fidéicomis investit dans les infrastructures d'irrigation et de formation professionnelle afin que les petits agriculteurs puissent mieux commercialiser leurs produits.

Les institutions publiques, à la fois aux plans bilatéral et multilatéral, jouent un rôle important dans la recherche des solutions aux défis de l'agriculture ici au Togo et ailleurs en Afrique sub-saharienne.

Mais pour exploiter pleinement tout le potentiel de croissance et de développement, le secteur privé doit aussi jouer un rôle crucial.

Le renforcement du climat des affaires ici au Togo est un ingrédient clé pour une croissance économique inclusive et durable. Le fait de rendre le Togo attrayant pour les investisseurs étrangers créera plus d'opportunités pour votre peuple, ce qui se traduira par plus d'emplois, plus de revenus, moins de pauvreté. Pour y parvenir, il faut créer les conditions permettant aux entrepreneurs et entreprises du Togo de réussir et de croître—tout en faisant du Togo un endroit attrayant pour les investisseurs étrangers.

Là où les pays ont renforcé le climat des affaires, les investisseurs nationaux et internationaux privés ont répondu et répondront. Par exemple, le Ghana a pris des mesures énergiques au cours des deux dernières décennies pour renforcer le climat des investissements et réduire le rôle de l'État. En conséquence, l'investissement a grimpé en flèche et les revenus ont augmenté à plus de 1.200 dollars par personne et par an.

À l'heure actuelle, le Togo et beaucoup de ses voisins ont du travail à faire sur ce front. Dans toute l'Afrique subsaharienne, les mauvaises conditions économiques

demeurent un obstacle majeur à la vitalité économique. Parmi les 30 pays les moins performants des classements Doing Business de la Banque mondiale, 22 sont en Afrique sub-saharienne.

Mais ces classements ne rendent pas pleinement compte des défis auxquels les hommes d'affaires togolais et les investisseurs étrangers sont souvent confrontés. Que ce soit l'évaluation de la force exécutoire des contrats, les exigences d'octroi des licences, ou les obstacles aux échanges commerciaux transfrontaliers, ce qui importe vraiment c'est de savoir si le gouvernement joue un rôle de facilitateur dans l'économie ou s'il pose des barrages routiers inutiles.

Je sais que vous faites un effort pour améliorer le climat des investissements étrangers ici au Togo, et je félicite le gouvernement togolais—à la fois l'Assemblée Nationale et le Président Faure Gnassingbé—pour avoir mis en place un nouveau code des investissements plus tôt cette année.

Le nouveau code répond à un certain nombre de facteurs qui sont importants pour les investisseurs quand ils évaluent les opportunités d'affaires offertes dans un pays comme le Togo : l'égalité de traitement entre togolais et les investisseurs étrangers, le libre transfert des capitaux, le respect de la propriété, la protection contre l'expropriation, et la règlementation sur la résolution de différends relatifs aux investissements. Beaucoup de ces réformes auront un effet positif sur le climat des affaires au plan national aussi.

La clé sera de mettre le code en pratique. La Banque Mondiale fournit une assistance technique pour le renforcement des capacités à mesure que le Togo travaille à la mise en œuvre du code des investissements. Pour que les investisseurs puissent engager leur capital dans l'économie togolaise, ils rechercheront la transparence et la cohérence dans la façon dont le gouvernement togolais et la bureaucratie appliquent les nouvelles règles. Si le Togo met en œuvre des réformes telles que le nouveau code des investissements de manière uniforme et robuste, vous pouvez prouver aux investisseurs qu'il ya de bonnes opportunités d'affaires qui les attendent.

Un autre moyen important par lequel le Togo peut catalyser le secteur privé est d'abandonner le contrôle de l'État sur les secteurs clés de l'économie. Le Togo a le potentiel d'être une plaque tournante bancaire régionale ; la mise en œuvre de votre engagement à privatiser les quatre banques d'État peut aider le Togo à réaliser ce potentiel. Et l'ouverture des secteurs du phosphate, du coton et des télécommunications à des investisseurs privés aidera à attirer de nouveaux capitaux, de nouvelles compétences, et de nouvelles idées vers ces zones critiques de l'économie togolaise.

Maintenant, les infrastructures, l'agriculture, l'investissement privé—toutes ces questions que j'ai mentionnées aujourd'hui sont essentielles à l'avenir du Togo, et à l'avenir des pays de toute l'Afrique sub-saharienne.

Mais, à Accra, le président Obama a fait mention de l'ingrédient le plus

important pour une croissance économique durable.  
« Le développement, a-t-il dit, dépend de la bonne gouvernance. »

La bonne gouvernance signifie des institutions démocratiques fortes auxquelles les citoyens peuvent faire confiance et à laquelle elles ils peuvent participer. Un système judiciaire équitable et indépendant. Des parlements qui représentent la volonté du peuple. Des élections qui expriment la volonté du peuple.

Ici au Togo, vous allez vers ouverture politique plus grande. Nous espérons que le Togo continuera dans cette voie. Cela a été le fondement pour une grande partie des gains économiques du pays ces dernières années.

Des élections parlementaires libres et équitables vers la fin de cette année rendront cette fondation encore plus forte.

Un certain nombre de vos voisins mettent eux aussi l'accent sur le renforcement de l'ouverture politique et des institutions démocratiques. Au Libéria, où la guerre civile a pris fin il y a près d'une décennie, les Libériens continuent à reconstruire les institutions qui ont été perdues—avec tant de vies humaines—à cause de la violence et des conflits.

La Guinée et la Sierra Leone sont aussi en train de sortir des périodes passées de violence, et le Sénégal a récemment commencé une transition pacifique vers une nouvelle ère politique. Le Nigéria a également organisé des élections réussies après une vigoureuse campagne politique.

Et, grâce à la fin du conflit, l'économie ivoirienne est en plein essor—avec une croissance de 8%, plus de 14 points de plus que l'an dernier. Lors de ma visite là-bas hier, j'ai vu de près l'optimisme des dirigeants et du peuple de ce pays au moment où ils poursuivent le processus de reconstruction de leur économie et de leurs institutions politiques.

Nous savons aussi, cependant, que d'autres pays de la région sont en train de faire un pas en arrière. Deux décennies de démocratie au Mali ont récemment été bouleversées lorsque l'armée a pris le pouvoir. La Guinée-Bissau a été victime d'un coup d'État militaire. Et ailleurs, même les gouvernements autrement stables font face à des défis de l'intérieur, alors même que des groupes sectaires utilisent la violence pour semer la division.

Mais là où l'on voit des dirigeants africains engagés à renforcer la gouvernance et embrasser la participation civique, où l'on voit les dirigeants rendre les affaires plus faciles pour les citoyens, investir leurs propres ressources dans l'avenir de leur pays, les États-Unis continueront d'investir pour être un partenaire fort et un ami.

En fin de compte, comme le président Obama l'a dit, « l'avenir de l'Afrique appartient aux Africains. »

La visite du Togo me pousse à croire qu'il existe réellement un grand potentiel pour que cet avenir soit prometteur.

Ici au Togo et sur tout le continent, nous croyons savoir que vous prendrez votre propre chemin vers l'avant. Et, comme vous le faites, nous sommes impatients de poursuivre et de renforcer notre partenariat et notre amitié le long du chemin.

Je vous remercie de l'honneur de m'adresser à vous cet après-midi.

END